

N. 6311

## Centre Mutien-Marie à Philippeville

Philippeville

### STATUTS

L'an mil neuf cent septante-huit, le neuf mai.

Par-devant nous, Charles Denis, notaire à la résidence de Philippeville.

Ont comparu :

1. M. le chanoine Nicolas Duwez, curé-doyen, demeurant à Philippeville;

2. M. Félix Dubois, directeur d'école retraité, docteur en pédagogie, demeurant à Florennes, rue des Récollets 7;

3. M. Robert Frings, directeur d'école, demeurant à Florennes, rue des Récollets 7;

4. M. Michel Davin, directeur d'école, demeurant à Montignies-sur-Sambre, rue du Calvaire 29;

5. M. Jean Loos, employé de banque, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Janvier 30, tous de nationalité belge.

Lesquels comparants, voulant constituer entre eux et toutes autres personnes qui viendront à en faire partie dans la suite, une association sans but lucratif, nous ont requis d'en acter les statuts ainsi qu'il suit :

#### CHAPITRE Ier. — Dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. L'association a pour dénomination « Centre Mutien-Marie à Philippeville ».

Art. 2. Le siège de l'association est fixé à Philippeville, rue des Récollets 1.

Art. 3. L'association a pour objet l'organisation et la gestion d'un institut médico-pédagogique après en avoir obtenu l'agrément par les pouvoirs publics.

Art. 4. L'association est constituée pour une durée illimitée; elle peut en tout temps être dissoute.

#### CHAPITRE II

##### Associés, admissions, démissions, exclusions, engagements

Art. 5. Le nombre des associés est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois. Les premiers membres sont les cinq constituants comparants.

Art. 6. a) L'admission de nouveaux membres est décidée souverainement par le conseil d'administration.

b) Sont admis de plein droit sur leur demande :

1. le doyen du doyenné dans le ressort duquel l'association poursuit son objet;

2. le curé de Philippeville.

Art. 7. a) La démission et l'exclusion des membres ont lieu dans les conditions déterminées par l'article douze de la loi de mil neuf cent vingt et un;

b) La qualité des associés de plein droit (conférer article 6, b) cesse également de plein droit par la cessation des fonctions qui leur ont conféré ce droit.

Art. 8. Les associés démissionnaires, exclus ou sortants, ainsi que les héritiers d'associés décédés n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer le montant des cotisations versées par eux ou par leur auteur. Ils ne peuvent réclamer ni relevé ou reddition de comptes, ni apposition des scellés, ni inventaire.

Art. 9. La cotisation des associés est fixée par le conseil d'administration, sans pouvoir dépasser mille francs par an.

#### CHAPITRE III. — Administration, gestion journalière

Art. 10. L'association est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans au plus, et en tout temps révocables par elle. Ils sont rééligibles.

Les premiers administrateurs seront :

1. M. le chanoine Nicolas Duwez;

2. M. Félix Dubois;

3. M. Robert Frings;

4. M. Michel Davin;

5. M. Jean Loos,

tous cinq comparants.

Le renouvellement se fera tous les quatre ans. Néanmoins, les deux derniers administrateurs nommés, étant lesdits Michel Davin et Jean Loos, verront leur premier mandat expirer à la date de l'assemblée générale de mars mil neuf cent quatre-vingt.

Tout administrateur désigné pour pourvoir à une vacance survenue en cours de mandat n'est nommé que pour le temps nécessaire de l'achèvement de celui-ci.

A défaut de renouvellement des mandats à l'expiration des délais prévus, les administrateurs continuent leur mandat jusqu'au moment où il sera pourvu à leur remplacement.

Art. 11. Le conseil choisit parmi ses membres, un président, un secrétaire et un trésorier.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le plus âgé des autres administrateurs.

Art. 12. Le conseil se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des votants, la voix du président ou de son remplaçant étant, en cas de partage, prépondérante. Elles sont consignées dans des procès-verbaux, signés du président et du secrétaire. Les extraits à en fournir, en justice ou ailleurs, sont signés du président ou de deux administrateurs. Les procès-verbaux seront soumis à la ratification du conseil à la réunion suivante.

Art. 13. Le conseil d'administration a dans sa compétence, tous les actes relevant de l'administration sociale dans le sens le plus large.

Dans cet ordre d'idées, il peut notamment faire et recevoir tous paiements et en exiger ou en donner quittance; faire et recevoir tous dépôts; acquérir, échanger ou aliéner ainsi que prendre et céder à bail, même pour plus de neuf ans, tous biens meubles et immeubles; accepter et recevoir tous subsides et subventions, privés ou officiels; accepter et recevoir tous legs et donations; consentir et conclure tous contrats, marchés et entreprises; consentir et accepter tous emprunts, avec ou sans garantie; consentir et accepter toutes subrogations et cautionnements; hypothéquer les immeubles sociaux; contracter et effectuer tous prêts et avances; renoncer à tous droits obligationnels ou réels, ainsi qu'à toutes garanties réelles ou personnelles; donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcription, saisies ou autres empêchements; plaider tant en demandant qu'en défendant, devant toutes juridictions et exécuter ou faire exécuter tous jugements; transiger et compromettre.

C'est le conseil également qui, soit par lui-même, soit par délégation, nomme et révoque tous les agents, employés et membres du personnel de l'association et fixe leurs attributions et rémunérations.

Art. 14. Le conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association avec l'usage de la signature sociale afférente à cette gestion, à un administrateur délégué, choisi parmi ses membres. Il peut également conférer tous pouvoirs spéciaux à tous mandataires de son choix.

Art. 15. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président ou de l'administrateur délégué.

Art. 16. Pour tous les actes autres que ceux qui relèvent de la gestion journalière, ou d'une délégation spéciale, il suffira pour que l'association soit valablement représentée vis-à-vis des tiers, des signatures conjointes de deux administrateurs sans que ceux-ci aient à justifier d'aucune délibération, autorisation ou pouvoir spécial.

#### CHAPITRE IV. — Assemblée générale

Art. 17. L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Sont réservées à sa compétence :

1. les modifications aux statuts sociaux;
2. la nomination et la révocation des administrateurs;
3. l'approbation des budgets et des comptes;
4. les exclusions d'associés;
5. la dissolution volontaire de l'association;
6. toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration.

Art. 18. Il doit être tenu une assemblée générale ordinaire par an dans le courant du mois d'avril.

L'assemblée peut être réunie extraordinairement chaque fois que l'intérêt social l'exige, soit à l'initiative du conseil d'administration, soit à la demande d'un cinquième au moins des associés. Toute assemblée se tient aux jour, heure et lieu indiqués dans la convocation.

Tous les associés doivent y être convoqués.

Art. 19. Les convocations sont faites par le conseil d'administration, par lettre missive, adressée à chaque membre huit jours au moins avant la réunion. Elles sont signées, au nom du conseil par le président, ou par l'administrateur délégué, ou par deux administrateurs. Elles contiennent l'ordre du jour.

Art. 20. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par le plus âgé des administrateurs.

Art. 21. L'assemblée délibère sur les points à l'ordre du jour. Elle peut, en outre, délibérer sur des points non portés à l'ordre du jour, mais en ce cas la décision ne sera valablement prise que si elle est adoptée par la majorité des membres de l'assemblée.

Schotte, Etienne, leraar, Leiselestraat 39, 8200 Brugge;  
Tryhou, Joost, advocaat, IJzerlegerstraat 2, 8160 Diksmuide;  
Vanherck, Leo, leraar, Gemeneweideweg, Zuid 26, 8320 Brugge;  
Van Nieuwenhuyze, Roger, bediende, Hulstplein 28, 8880 Tielt;  
Vermeersch, Henri, bediende, Vijverhoflaan 91, 8200 Brugge;  
Windels, Roger, directeur Vormingsinstituut, Groene Poortdreef,  
nr. 16, 8200 Brugge,  
allen van Belgische nationaliteit en al wie er later deel van  
uitlemen, wordt een vereniging zonder winst oogmerk opgericht,  
beheerst door de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder  
winst oogmerk en door onderhavige statuten :

#### HOOFDSTUK I. — *Benaming, zetel, doel en duur*

Artikel 1. De vereniging draagt de naam : « Stichting Mens en  
Beweging West », v.z.w.

Zij heeft haar zetel te Brugge, maar kan bij beslissing van de  
raad van beheer overgebracht worden naar eender welke plaats in  
de provincie West-Vlaanderen.

Art. 2. De vereniging heeft tot doel :

Primo : bij algemene bepaling : de uitbouw en de veelzijdige  
begeleiding van alle structuren, gericht op de sportieve behoeften  
als integrerend deel van de hedendaagse cultuurbeleving van de  
mens.

Secundo : bij bijzondere bepaling : het verstrekken aan haar  
leden, rechtstreeks of onrechtstreeks, van allerlei diensten, die de  
sport en de bedoelde sportieve behoeften kunnen bevorderen, het  
realiseren van studieprojecten en technische opdrachten die  
voortvloeiën uit de werking en de doelstellingen van de  
Westvlaamse Provinciale Sportraad.

Art. 3. De vereniging mag alle roerende en onroerende  
goederen bezitten, nodig voor het verwezenlijken van haar doel,  
hetzij in vruchtgebruik, hetzij in eigendom.

Zij mag alle verrichtingen doen die direct of indirect betrekking  
hebben op haar doel of van die aard zijn dat zij de  
verwezenlijking ervan begunstigen.

Art. 4. Opggericht voor onbepaalde duur, kan zij te allen tijde  
ontbonden worden.

#### HOOFDSTUK II. — *Leden, aanneming, ontslag, verplichtingen*

Art. 5. Het aantal leden is onbepaald maar moet ten minste drie  
bedragen.

Art. 6. Elke vraag tot lidmaatschap wordt schriftelijk gericht  
aan de raad van beheer.

Deze laatste beslist autonoom over elke vraag tot lidmaatschap.  
Zijn beslissingen, die nooit gemotiveerd dienen te zijn, zijn voor  
geen verder beroep vatbaar.

Art. 7. Elk jaar bepaalt de raad van beheer de omvang van de  
bijdrage die door de leden dient betaald te worden. Deze mag  
noot meer dan 500 frank per jaar bedragen.

De leden hebben geen persoonlijke verplichtingen uit hoofde  
van de verbintenissen van de vereniging.

Art. 8. Elk lid kan de vereniging verlaten door ontslag, mits dit  
ontslag per aangetekend schrijven te richten aan de raad van  
beheer.

Het lid dat weigert zijn bijdragen te betalen kan door de raad  
van beheer als ontslagnemend aangezien worden.

Om het even welk lid kan slechts door een beslissing van de  
algemene vergadering uit de vereniging worden gesloten en dit  
met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden.

Art. 9. De ontslagnemende, de uittredende of de uitgesloten  
leden of hun erfgenamen en/of rechthebbenden hebben geen  
recht op de bezittingen van de vereniging.

Zij kunnen evenmin de gestorte bijdragen teruggeisen.

#### HOOFDSTUK III. — *De algemene vergadering*

Art. 10. Jaarlijks wordt ten minste één gewone algemene  
vergadering belegd, tussen 1 maart en 30 juni, bij voorkeur in de  
maand juni. Buitengewone algemene vergadering kunnen evenwel  
belegd worden op aanvraag van de raad van beheer of op  
schriftelijk en gemotiveerd verzoek van minstens één vijfde van  
de leden.

Art. 11. Elke oproeping tot een algemene vergadering geschiedt  
bij middel van een door voorzitter en secretaris ondertekende  
brief. Deze laatste vermeldt datum, plaats, uur en agenda van de  
bijeenkomst. Hij wordt ten minste acht werkdagen vóór de  
vergadering verzonden.

Art. 12. De vergaderingen worden voorgezeten door de  
voorzitter van de raad van beheer of, bij ontstentenis, door de  
oudste in levensjaren zijnde beheerder, en dit voor zover er geen  
ondervoorzitter aangesteld werd.

Art. 13. Elk lid op de algemene vergadering aanwezig, is  
stemgerechtigd.

Art. 14. Alleen de algemene vergadering is bevoegd om zich uit  
te spreken over : het benoemen en het afzetten van beheerders,  
het uitsluiten van leden, het goedkeuren van de rekeningen, van  
inkomsten en uitgaven en van de begroting, het wijzigen van de  
statuten, de vrijwillige ontbinding van de vereniging en het  
stellen van alle daden van beschikking.

Over de wijziging in de statuten wordt beslist mits toepassing  
van de bepalingen van artikel 8 van de wet van 27 juni 1921,  
houdende de rechtspersoonlijkheid van onder meer de v.z.w.

Art. 15. Voor de bij voormelde wet voorziene stemmingen en  
voor dewelke een bijzondere meerderheid vereist is, verwijzen de  
partijen naar de bedoelde wetteksten.

Bij stemmenstaking, zowel bij de algemene vergadering als bij  
de zittingen van de raad van beheer, is de stem van de voorzitter  
beslissend.

Art. 16. De beslissing van de algemene vergadering en van de  
raad van beheer worden door de secretaris ingeschreven in een  
daartoe speciaal gehouden register dat bij de volgende  
vergadering wordt ondertekend door de voorzitter en de  
secretaris.

Dit register wordt op de zetel bewaard, waar alle leden er  
kennis kunnen van nemen, zonder verplaatsing van het register.

De besluiten van de algemene vergadering worden eventueel  
ter kennis gebracht van derden door middel van een brief,  
ondertekend door voorzitter en secretaris.

Iedere wijziging aan de statuten moet binnen de maand van  
haar dagtekening worden gepubliceerd in de bijlagen tot het  
*Belgisch Staatsblad*.

Hetzelfde geldt voor iedere benoeming, ontslag of afzetting van  
een beheerder.

#### HOOFDSTUK IV. — *Raad van beheer*

Art. 17. De algemene vergadering benoemt onder de leden van  
de raad van beheer en voor een periode van drie jaar, ten minste  
vijf of een onpaar getal afgevaardigde-beheerders. Zij duidt de  
titularissen aan voor de volgende functies : één voorzitter, één  
ondervoorzitter, één secretaris-penningmeester, twee  
afgevaardigde-beheerders.

De secretaris-penningmeester en de twee afgevaardigde-  
beheerders moeten lid zijn van het dagelijks bestuur van de  
Westvlaamse Provinciale Sportraad.

Een afgevaardigde van Bloso maakt deel uit van de raad van  
beheer. Deze is niet stemgerechtigd.

De uittredende beheerders zijn herkiesbaar.  
Binnen de dertig dagen, volgend op het om eender welke reden  
opvallen van een beheersmandaat, wordt een buitengewone  
algemene vergadering samengeroepen en deze duidt een nieuwe  
beheerder aan die het mandaat van zijn voorganger voleindigt.

Art. 18. De raad van beheer is gelast met het dagelijks beheer  
en bestuur van de vereniging. Nochtans vertegenwoordigt hij  
geldig de vereniging in rechte, zowel als eiser dan als verweerder.

De raad van beheer heeft alle bevoegdheden die door de wet of  
deze statuten niet aan de algemene vergadering zijn  
voorbehouden.

Alle andere daden van beschikking behoren tot de bevoegdheid  
van de algemene vergadering, zoals bepaald onder artikel 14.

De raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter  
of van de beheerder die hem vervangt, telkens als het belang van  
de vennootschap zulks vereist en telkens als twee beheerders  
erom vragen.

De vergaderingen gaan door op de plaats aangeduid in de  
bijeenoeping.

De raad van beheer kan slechts geldig beraadslagen en  
stemmen, indien minstens de helft van zijn leden tegenwoordig  
zijn.

Geen beheerder kan stemmen bij volmacht.  
Elke beslissing van de raad van beheer wordt genomen bij  
meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen.

Art. 19. Behoudens bijzondere lastgeving worden alle akten die  
de vereniging verbinden geldig ondertekend door twee beheerder  
die nooit van een voorafgaande beslissing van de raad van beheer  
zullen moeten doen blijken. Eén van die beheerders is een  
afgevaardigde-beheerder. Nochtans, wat daden van beschikking  
betreft, zullen zij slechts geldig de vereniging verbinden met  
voorlegging van een voorafgaande beslissing van de algemene  
vergadering.

Het administratief en boekhoudkundig archief wordt door de  
secretaris-penningmeester beheerd.

De afgevaardigde-beheerders verzorgen de soepele band met de  
Westvlaamse Provinciale Sportraad in het kader van de  
doelstellingen waarvan melding in artikel 2.

De raad van beheer kan mandatarissen met bijzondere  
bevoegdheden aanstellen.

#### HOOFDSTUK V. — *Rekeningen en begrotingen*

Art. 20. Het maatschappelijk jaar valt samen met het gewone  
kalenderjaar.